

Coup de semonce : que devient la République ?

Même pas un an de pouvoir présidentiel, et voilà SARKOZY au bord d'être désavoué par le pays !

Certes, beaucoup d'électeurs ne sont pas venus mettre un (ou deux) bulletin dans les urnes pour élire leur municipalité ou renouveler leur Conseil Général. Mais des consultations antérieures, qui ont connu peu d'abstentions, conduisent à la prudence ; cela ne signifie pas que les abstentionnistes soient tous dépolitisés. Certains ont estimé sans doute qu'ils n'étaient pas temps encore d'exprimer publiquement leur désamour, tout en ne souhaitant pas confirmer leur adhésion de mai dernier à Nicolas SARKOZY. Certains autres déçus n'ont pas jugé que leur déception justifiait un reniement éventuel d'un choix fait il y a quelques mois et le recours à des listes présentées ou soutenues par des partis d'opposition qu'ils avaient refusés de cautionner au printemps dernier. Il y en a certainement qui, jugeant par les sondages que la messe était dite, n'ont pas cru utile de se déplacer. Enfin, les pêcheurs à la ligne, ou autres adeptes de loisirs, ont, bien entendu, donné leur part à l'abstention.

Toujours est-il que les résultats des élections locales, municipales et cantonales, ont bel et bien une couleur nationale qui dit nettement que le pays n'est pas majoritairement en phase avec la politique de SARKOZY-FILLON.

D'ailleurs, quelle est cette politique ?

Le maître mot en est « réforme » que beaucoup traduisent par « transformation avec amélioration » de l'état des choses. Mais ce mot signifie aussi « mise au rebut », abandon et rejet de certains aspects de cet état des choses. Or l'idéologie dominante, pour ne pas dire la pensée unique, à droite, au centre, à gauche, est celle du libéralisme économique, c'est-à-dire du capitalisme, auquel l'humanité serait vouée pour son bonheur. Par conséquent, il faut « réformer » la société française pour en faire une société « tout libéral » et évacuer les entraves à cette libéralisation en cassant les services publics et l'Etat-Nation.

Pourtant, le spectacle du monde qui présente chaque jour les résultats des haines entre peuples que leurs dirigeants mènent à la boucherie pour satisfaire les intérêts de grands groupes économiques et financiers transnationaux, ceux des spéculations qui, en enrichissant un petit nombre de nos congénères, en spolient et en appauvrissent tant d'autres, et gaspillent par la même occasion, les richesses et les beautés de la Terre, les effets des déréglementations effectuées au nom d'une liberté nombrilique qui vident la Loi de sa substance et brisent le tissu social, montre les limites de la « réforme » capitaliste : elle ne produit que de l'intérêt particulier en évacuant l'intérêt général qui est exigence de justice et d'émancipation pour tous.

L'Ecole de la République dont la mission est d'instruire et d'éduquer la jeunesse pour en faire les citoyens de demain, des citoyens libres et égaux en droits, fraternels entre eux et avec les autres peuples, est, dans la perspective de la libéralisation – capitalisation - du monde une forte entrave : c'est une des citadelles de l'intérêt général qu'il faut abattre.

Qu'un récent ministre*, que l'actuel ministre** de l'Education Nationale aient mordu la poussière dans leur commune respective n'est pas une péripétie électorale parmi d'autres. Il y a là comme le symbole de ce que porte le désaveu que les citoyens ont exprimé en votant les

9 et 16 mars 2008 : il faut cesser de « réformer », de mettre au rebut ce qui est au cœur de la République, ce qui en exprime la solidarité native qui existe entre les membres qui la constituent.

Même si le style qu'a adopté SARKOZY dans la conduite des affaires publiques a indisposé bon nombre d'électrices et d'électeurs, ce côté nouveau riche qui côtoie les célébrités de la *Jet Society* et ces gadgets de luxe qu'il exhibe comme ses amours, c'est bien la politique libérale qu'il fait prévaloir contre l'intérêt du plus grand nombre qui a été mise en cause lors de cette consultation électorale.

Le pouvoir d'achat qui s'amenuise devant la flambée des prix de l'alimentation, du logement, de l'énergie est de plus en plus souvent le fruit d'un travail peu gratifiant, aux deux sens du terme : mal payé et mal vécu. Cet appauvrissement fait perdre au niveau de vie des individus et des familles sa qualité, d'autant que les services publics compensent de plus en plus mal cette paupérisation par (!) le travail : ou ils se raréfient, ou, dans la logique de la privatisation soi-disant concurrentielle, ils sont d'un accès de plus en plus coûteux.

La République n'est pas à « réformer ». Elle est à construire chaque jour, par et pour chacun, y compris par ceux qui sont à la tête de l'Etat, ou qui y aspirent, pour instaurer davantage de justice sociale. Manifestement ce chantier n'est pas celui qui préoccupe le plus ceux qui se sont affrontés et sont sortis, ou vainqueurs ou vaincus, de la bataille électorale livrée à l'orée du printemps.

* *Gilles de ROBIEN*

***Xavier DARCOS*